

# PUNAISES DE LIT

« *Punaise, elles sont tenaces !* »

Voilà ce que doit aussi penser notre directrice régionale des équipes de Solidaires Finances Publiques au regard de nos interventions répétées !

En effet depuis déjà de nombreuses semaines, Solidaires Finances Paris alerte la direction, par téléphone, par mails (nombreux), du problème des PUNAISES DE LIT qui infestent le site de Paganini depuis des mois et dont toute l'ampleur n'a pas été prise.



Pour rappel, ces petits insectes étaient apparus sur un service pour la première fois l'été dernier et la direction, avait à l'époque quelque peu tâtonné dans la gestion

du fléau. Ne traitant dans un premier temps que certaines parties très limitées du bâtiment avant de finalement se décider à procéder à une opération plus globale. En outre, du mobilier infesté avait été laissé temporairement sur les trottoirs sans mise en garde particulière et des badauds s'étaient alors « servis » emportant chez eux des chaises de bureau abritant des colonies de nuisibles ...

Néanmoins, si une certaine forme de légèreté et d'improvisation avaient alors pu être déplorée en matière de traitement strictement sanitaire, les agent-es contraint-es d'évacuer leur postes les jours de désinsectisation n'avaient initialement pas eu à en subir les conséquences en termes « horaires » : les journées de travail concernées par les interventions ayant été banalisées.

Sans se prononcer sur l'efficacité des traitements opérés à l'été 2022, deux nouvelles infestations de punaises de lit ont pu être suspectées (et avérées) sur le site en février/mars 2023 puis de nouveau en avril / mai. L'administration s'est désormais abritée derrière le respect du « protocole ARS » pour se contenter en matière sanitaire, du minimum réglementaire. Les deux opérations de nébulisation (à quinze jours d'intervalle préconisées à chaque alerte par le protocole) n'ont pourtant pas empêché la constatation, entre chaque phase, de la présence résiduelle de nouveaux spécimens ... Mais depuis le début de cette année, chaque fois que le site doit être fermé prématurément pour cause de désinsectisation, les agent-es n'ont plus droit à la banalisation de leurs jours de travail. Le temps perdu par des journées amputées de leur plage variable reste à leur charge et ils et elles sont tenu.es de le rattraper ultérieurement. Peu importe qu'ils ou elles n'aient pas la possibilité de moduler comme ils ou elles l'entendent leur journée de travail...



**Autre dérive que Solidaires n'a eu de cesse de condamner** : Le lendemain des opérations de nébulisation l'immeuble reste fermé pour permettre l'évaporation des produits toxiques. À cette occasion, la Direction régionale bafoue le principe du volontariat qui doit présider en matière de recours à un télétravail qu'elle impose systématiquement dès lors qu'une mission est télétravaillable. Le but : refuser les autorisations d'absence auxquelles nous devons pourtant pouvoir prétendre en pareilles circonstances.

Force est de constater malheureusement que les conditions de travail et la santé des agents ne sont pas les préoccupations premières de la direction. Cette dernière se retranche derrière les préconisations de l'ARS pour expliquer que la prolifération de ces bestioles n'est pas dangereuse pour la santé, minimisant véritablement l'ampleur de ce qui constitue pourtant un véritable enjeu sanitaire autant qu'un réel fléau gangrenant tout particulièrement Paris et l'Île-de-France.

La direction explique ainsi que ces insectes « *ne sautent pas et ne sont pas vecteurs de maladie* »...Mais quid des conséquences physiques (piqûres) et « psychologiques » ; quid du risque d'en « *importer* » chez soi ? Quid de la prise en charge du coût de la désinsectisation du domicile ?



Bref, tout est fait pour minorer les désagréments occasionnés par ces nuisibles (piqûres multiples, démangeaisons, allergies et autres ravages dont ils sont la cause.)

Et que penser de cette réaction minimaliste face aux risques de propagation quand on sait que Paganini est un site qui accueille outre les agent-es en poste de nombreux collègues en formation ; quand on sait que Paganini est un des sites qui à Paris accueille le plus de public (particulièrement en cette période de campagne IR) ? Que dire de l'absence d'information des usager-es de la présence de nuisibles dans l'immeuble ?

**Solidaires Finances Publiques dénonce la manière avec laquelle les collègues de Paganini ont été traité.es pendant ces infestations répétées.**

**Solidaires Finances Publiques attend de la DRFIP qu'elle prenne la mesure du fléau et qu'elle ne minimise plus les inquiétudes des collègues dès lors qu'ils /elles soupçonnent et/ou identifient la présence de nuisible ?**

**Face à la répétition des épisodes d'infestation, Solidaires Finances Publiques exige qu'une opération permettant de s'assurer de l'éradication effective des punaises de lit soit conduite sur le site avant de permettre le retour des agent-es dans l'immeuble.**

**Nous exigeons également que chaque journée amputée par une quelconque intervention sanitaire soit banalisée afin qu'aucun-e agent-e ne soit contraint-e d'essuyer le moindre débit horaire pour disposer de conditions de travail décentes que l'employeur doit être en mesure de lui garantir.**

**Solidaires Finances Publiques exige enfin que chaque fermeture de site s'accompagne d'une autorisation d'absence des agent-es et qu'aucun agent-e ne se voit contraint d'être placé.es en télétravail. Le télétravail restant soumis au principe du volontariat et n'a par conséquent pas à servir de variable d'ajustement ni d'instrument de flexibilité pour que l'administration pâtit ses manquements en termes de conditions de travail.**